

Contre les extrêmes droites

Prenons la place, Prenons la parole

Les organisations civiles alertent depuis des années sur l'avancée des extrêmes droites.

Des politiques qui tournent le dos au social, abandon des industries et des services publics, passage en force contre les mobilisations, absence de perspectives de progrès et banalisation du racisme qui constituent le terreau sur lequel les extrêmes droites prospèrent. Nous vivons une période pleine de dangers. À travers le monde, l'extrême droite se développe et gagne du terrain.

La multiplication des expulsions, d'attaques contre les lieux de cultes, les menaces de mort, emprisonnements et agressions à l'encontre de militants politiques et syndicalistes, les agressions racistes, islamophobes, xénophobes, antisémites sexistes et lgbtqiphobes ne sont que la suite logique de la bascule idéologique vers le fascisme.

Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple. Précarité, destruction, injustice et haine sont les résultats de leurs politiques.

Nous affirmons qu'on ne peut combattre le fascisme sans affronter le colonialisme. La situation ne prête guère à l'optimisme. En Palestine, d'abord, où le soutien inconditionnel apporté à Israël par les puissances occidentales rend la situation catastrophique : génocide, apartheid, fascisation toujours plus poussée de la société israélienne.

En Kanaky aussi il est urgent de dénoncer la responsabilité première de la politique coloniale française, des colons sur place, de s'opposer à la menace qui plane sur les indépendantistes. Occupation militaire, spoliation des terres, racisme et massacres ont jalonné ces 171 années d'occupation. Aujourd'hui des groupes paramilitaires suprémacistes blanc (soutenu par la France) parcours les routes de Kanaky pour semé la terreur.

Nous dénonçons la stratégie de répression menée et réitérons notre soutien à la lutte d'émancipation du peuple Kanak.

C'est aujourd'hui en France que la République et la démocratie sont en danger.

Il faut répondre à l'urgence sociale et entendre les aspirations, notamment :

- Augmenter les **salaires** et les pensions ;
- Revenir sur une **retraite à 60 ans** (au lieu de 64 actuellement)
- Revenir sur la réforme de **l'assurance chômage** ;
- Défendre nos **services publics**, en **garantir l'accès et la gratuité à toutes et tous** sans condition de nationalité. Notre **école**, notre **recherche**, notre système de **santé**, de prise en charge de la dépendance, notre système de **justice** ont besoin d'investissements massifs ;
- Investir dans plus de **logements sociaux** et acter la **fin de leurs marchandisation** ;
- Une meilleure gestion publique des biens communs (**foncier, eau, énergie,...**)
- Restaurer la **démocratie sociale à tous les niveaux**, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de **justice fiscale** et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin **l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles** ;
- Instaurer le **droit à la régularisation** pour tous les travailleur·euses étranger·es sur la base d'un certificat de travail;
- **Relocaliser** et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;
- **Créer de nouveaux droits** pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'**anticiper les transformations environnementales** et de **sécuriser leur emploi** ;



Samedi 29 juin à 10h
Place de France
Massy